

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---



**Fourniture de dispositifs médicaux et accessoires de  
stérilisation (25 lots)**

---

N° du CCAP : 2026-06

**Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)**  
**Pharmacie/Cellule des marchés**  
5 avenue de Choiseul  
BP 12233  
56322 LORIENT  
[cellulemarches@ghbs.bzh](mailto:cellulemarches@ghbs.bzh)

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Fourniture de dispositifs médicaux et accessoires de stérilisation (25 lots)
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	25
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

# SOMMAIRE

Page n°

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution .....	6
4.1 - Durée du contrat.....	6
4.2 - Reconduction .....	6
5 - Prix .....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2 - Modalités de variation des prix .....	6
6 - Garanties Financières .....	7
7 - Avance.....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	8
8 - Modalités de règlement des comptes .....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
8.3 - Délai global de paiement .....	9
8.4 - Paiement des cotraitants.....	9
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
10 - Développement durable .....	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	11
11.1 - Vérifications .....	11
11.2 - Décision après vérification.....	11
12 - Garantie des prestations.....	11
13 - Echanges électroniques .....	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	11
15 - Pénalités.....	11
15.1 - Pénalités de retard.....	11
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
16 - Assurances .....	12
17 - Clause de réexamen.....	12
18 - Résiliation du contrat.....	13
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	13
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	13
19 - Règlement des litiges et langues .....	14
20 - Dérogations.....	14

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la **fourniture de dispositifs médicaux et accessoires de stérilisation (25 lots) « STERI2026 »**, dont le détail figure dans le catalogue des besoins.

Les fournitures sont réparties en 25 lots. Les quantités indiquées sont annuelles. Le maximum annuel est exprimé en quantité par lot.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

### Lieu(x) d'exécution :

Site de Lorient "Scorff" - 5 avenue de Choiseul, 56100 LORIENT

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 25 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Emballage de stérilisation : Sachet et gaine papier/plastique compatible pour la stérilisation à la vapeur d'eau
2	Emballage de stérilisation : Sachet et gaine non tissé/plastique compatible pour la stérilisation à la vapeur d'eau et au peroxyde d'hydrogène
3	Emballage de stérilisation : Sachet non tissé/ non tissé compatible pour la stérilisation à la vapeur d'eau
4	Emballage de stérilisation : 2 Feuilles non-tissé soudées compatibles à la stérilisation à la vapeur d'eau et au peroxyde d'hydrogène
5	Emballage de stérilisation : Feuilles non-tissé simple ou interfoliées compatibles à la stérilisation à la vapeur d'eau et au peroxyde d'hydrogène
6	Papier absorbant pour procédé de stérilisation
7	Sachet de suremballage (de protection) transparent pour le transport ou le stockage de matériel stérile
8	Ruban adhésif indicateur de passage à l'autoclave et accessoire
9	Ruban adhésif indicateur de passage à la stérilisation basse température au peroxyde d'hydrogène en non tissé et accessoire
10	Indicateur d'émulation classe 6 autoclave à 134°C -18min
11	Bandelette/languette avec indicateur physico chimique de passage à la stérilisation au peroxyde d'hydrogène classe 4
12	Cartouche de peroxyde d'hydrogène pour stérilisateur STERIS- VPROMAX 2 ( <b>date de début d'exécution différée au 01/01/2027</b> )
13	Test indicateur de salissures à badigeonner pour le lavage en laveur- désinfecteur
14	Test indicateur de salissures pour instruments creux pour laveur- désinfecteur
15	Test de performance de nettoyage par ultrasons
16	Test PCD pour autoclave et accessoire
17	Protecteurs papier pour les extrémités des instruments pointues et piquantes
18	Protection silicone pour extrémités distale des pinces du robot Da Vinci
19	Accessoire d'identification des instruments
20	Compteur de cycles à découper à chaque cycle ou équivalent
21	Système de fixation des étiquettes en inox

Lot(s)	Désignation
22	Produit rénovateur d'instrument
23	Gélifiant pour effluents
24	Micropanier grillagé pour lavage des instruments
25	Panier cylindrique pour lavage des instruments

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur. Ils peuvent être émis jusqu'à la date de fin d'exécution de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont adressés au titulaire par échange de données informatisé (EDI) ou ponctuellement par courriel ou télécopie.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la date et le numéro du bon de commande ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La référence de l'accord-cadre à bons de commandes (numéro du marché)
- La désignation de la fourniture
- Le lieu de livraison
- La quantité commandée
- Le délai ou la date de livraison

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire
- L'annexe « conditions logistiques et commerciales »

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Toutes les informations relatives au fonctionnement du Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS) ou concernant les usagers pris en charge dans les services de l'établissement venues à la connaissance des professionnels de l'entreprise chargée de l'exécution du présent contrat, sont strictement couvertes par le SECRET PROFESSIONNEL (en vertu de l'article 226-13 du code pénal et de l'article L1110-4 du code de la santé publique).

En conséquence, l'entreprise contractante s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver la confidentialité et la sécurité des informations ainsi concernées, et notamment d'empêcher qu'elles ne soient communiquées, par tous moyens, à des personnes non autorisées, extérieures à l'hôpital, publiques ou privées, physiques ou morales. Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG/FCS, en cas de violation professionnel ou de non respect des dispositions susvisées, le GHBS pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité compensatrice en faveur du titulaire de ce contrat.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

L'entreprise prestataire devra respecter strictement toutes les obligations résultant des textes et se conformer aux protocoles internes à l'établissement, en matière de sécurité et de maîtrise du risque infectieux, ceci, tant vis à vis de leurs personnels que vis à vis des personnels du Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS), des usagers, des visiteurs, des matériels et locaux. A ce titre, le titulaire s'engage à organiser la formation de ses personnels, les thèmes abordés portant notamment sur les connaissances de base sur le risque infectieux en milieu hospitalier (environnement microbien, précautions standard). Cette formation sera actualisée aussi souvent que nécessaire.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

**L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/06/2026.**

***Exception : Lot 12 - Date de début d'exécution différée au 01/01/2027.***

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3.

La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans, soit jusqu'au 31/05/2030.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix unitaires s'entendent hors TVA pour fourniture rendue franco de port et d'emballage à destination. Tout frais supplémentaire non indiqué dans le tableau de prix ne peut être accepté. Les prix sont exprimés en euro.

#### Offres de prix promotionnelles :

En cours d'exécution de l'accord-cadre, et à l'initiative du titulaire, les prix figurant à l'accord-cadre peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le titulaire adresse par courriel à la cellule des marchés du GHBS, [cellulemarches@ghbs.bzh](mailto:cellulemarches@ghbs.bzh), son tarif promotionnel en précisant :

- la liste des produits concernés par l'offre promotionnelle (l'intitulé du marché "STERI2026" et le numéro du(des) lot(s) concerné(s) seront appréciés)
- le prix et/ou le pourcentage de remise consenti
- la durée de validité.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. A l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre initial sont à nouveau en vigueur.

## 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont ajustables annuellement, par référence au tarif public du titulaire.

Les prix de base hors TVA sont fermes pendant la période initiale de l'accord-cadre. Ils peuvent ensuite être révisés sur les différents lots au début de chaque période annuelle.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 30 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

### Clause limitative dite " de butoir " :

L'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) sera limitée à une augmentation de 2,00 % maximum par période d'ajustement.

### Clause limitative dite " de sauvegarde " :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,00 % par période d'ajustement.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# 8 - Modalités de règlement des comptes

## 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Toute facture correspondant à une livraison directe dans un service de soins sans accord préalable du ou des pharmaciens responsables des approvisionnements, et ce quel qu'en soit le motif, est rejetée.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **265 613 349 00140**
- Lots 1 à 23 : Code service : **PHA**
- Lots 24 et 25 : Code service : **DAL**
- Numéro d'engagement juridique : **Numéro de commande (les 7 chiffres uniquement)**



### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### **Adresses de livraison :**

##### **Lots 1 à 23 :**

Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)  
Service pharmacie/stérilisation  
5 avenue de Choiseul - 56100 LORIENT  
Téléphone : 02 97 06 92 04

##### **Lots 24 et 25 :**

Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)  
Direction Achats et Logistique  
5 avenue de Choiseul – 56100 LORIENT  
Téléphone : 02 97 02 91 18

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### **Stockage, emballage et transport :**

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

- lorsque les matériels sont stockés dans les locaux du pouvoir adjudicateur, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.
- la qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.
- le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

#### **Conditions de livraison :**

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

#### **Difficultés de livraison :**

Les présentes dispositions dérogent à l'article 13 du CCAG/FCS.

En cas d'impossibilité de livraison totale ou partielle, ou de modification de tout élément de la commande, le Titulaire doit en aviser par écrit au préalable et sans délai l'émetteur de la commande identifié sur le bon de commande. Celui-ci prend toutes dispositions nécessaires, dans l'intérêt du pouvoir adjudicateur, éventuellement :

- en acceptant de différer le délai de livraison
- en acceptant un produit de substitution proposé par le Titulaire
- en recherchant un produit de substitution
- voire en annulant le bon de commande.

**Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations ci-dessus peut être retournée au Titulaire à ses frais.**

Dans l'hypothèse où un nouveau délai de livraison risque d'engendrer une rupture de stock, le pouvoir adjudicateur peut s'approvisionner auprès d'un ou plusieurs fournisseurs au frais, risques et périls du Titulaire (cf. article 15.1 ci-après).

#### **Gestion des ruptures d'approvisionnement :**

\* **Obligation d'information** : En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché public, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stock, évolution de la réglementation, contingentement), le Titulaire en informe par écrit la pharmacie du GHBS sans délai en précisant les motifs de la rupture d'approvisionnement. Ces données sont à adresser par courriel aux deux adresses suivantes :

- [pharmacie.reception.lorient@ghbs.bzh](mailto:pharmacie.reception.lorient@ghbs.bzh)
- [m.prive@ghbs.bzh](mailto:m.prive@ghbs.bzh)

Le pouvoir adjudicateur apprécie les motifs présentés par le Titulaire pour décider de la poursuite de l'exécution du marché public.

\* **Produit de substitution** : Le pouvoir adjudicateur accepte la présentation d'un produit de substitution pour pallier cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un événement extérieur au marché public que le Titulaire ne pouvait raisonnablement prévoir au moment du dépôt de son offre. Le Titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit.

Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché public. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne peut être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord du pharmacien. Cet accord se matérialise par l'envoi d'un bon de commande portant sur le produit de substitution. En cas d'urgence, le Titulaire peut se prévaloir d'un simple accord verbal pour la livraison de produits de substitution donné par le pharmacien. En cas de livraison d'un produit de substitution sans commande du pouvoir adjudicateur, le produit est rejeté et repris aux frais du Titulaire.

#### **Reprise des produits :**

En cas de retour de produits pour non-conformité liée à son étiquetage, à son adressage, sa durée de validité, à un événement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés sont à la charge totale du Titulaire. Si la reprise du stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du Titulaire. Si les produits sont destinés à la destruction, le Titulaire peut organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

#### **Formation du personnel :**

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

A la demande des utilisateurs, le titulaire doit se rendre disponible pour expliquer le fonctionnement des matériels en dépôt permanent ou provisoire.

## **10 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'aura pas à être avisé des jours et heures fixés pour les vérifications.

### 11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Le titulaire garantit sa fourniture contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine. Cette garantie ne peut être inférieure à un an.

Au cas où une défectuosité impliquerait le remplacement du dispositif médical, le titulaire s'engage à rembourser au GHBS le prix du matériel.

## 13 - Echanges électroniques

Le GHBS se réserve la possibilité d'utiliser la voie dématérialisée pour les échanges ou pour la transmission de documents (avenants notamment) qui interviendront pendant l'exécution de l'accord-cadre.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de refus de livraison, de retard ou de non remplacement dans les délais accordés d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet, le représentant du pouvoir adjudicateur s'approvisionnera auprès du fournisseur de son choix, aux frais et risques du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en oeuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- \* Cession d'AMM, transferts de gammes, cession de certaines activités dans le cadre d'une restructuration du titulaire, acquisition d'une nouvelle activité. Le titulaire s'engage à informer le GHBS de tout changement survenant au cours de l'exécution du marché public (forme de l'entreprise, raison ou dénomination sociale, adresse du siège social, etc.) avant toute nouvelle facturation. Il adresse au pouvoir adjudicateur, le cas échéant, un extrait KBIS, un extrait du journal d'annonces légales, un relevé d'identité bancaire ;
- \* Augmentation des quantités due au lancement d'une activité supplémentaire imprévue à la date d'envoi de la consultation
- \* Evolution de techniques médicales, de soins ou d'analyses, de la réglementation en vigueur, des données de matériovigilance ou pharmacovigilance ;
- \* Demande particulière ou imprévisible pour des articles de même nature venant compléter ou remplacer une gamme, une présentation ou une forme galénique existante retenue au présent marché ;
- \* Proposition par le titulaire d'une évolution des produits entraînant une substitution de gamme totale ou partielle aux mêmes conditions financières que celle déjà au marché initial ou à des conditions financières plus avantageuses ;
- \* Changement de produit : dans le cas où il serait avéré que certains produits sont inadaptés, inutilisables pour des raisons par exemple de mauvaise qualité, inconfort manifeste à l'usage, etc..., le pouvoir adjudicateur se réserve la

possibilité de demander au Titulaire de lui proposer d'autres produits répondant au même besoin, à un prix équivalent ou similaire ;

\* Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la période d'exécution du marché public et commercialisation de produits de remplacement, de technologie plus avancée : le titulaire propose de fournir ces nouveaux produits aux prix définis au marché public initial ou à des conditions financières plus avantageuses ;

\* Problèmes temporaires d'approvisionnement pendant la durée d'exécution du marché public : le titulaire peut proposer un produit de remplacement pour pallier à la rupture d'approvisionnement sous réserve que son prix ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du marché public initial sans qu'il soit besoin de notifier un avenant.

**IMPORTANT** : il est impératif de recueillir l'accord formel écrit du pharmacien avant toute substitution de produit. En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le titulaire.

Ce réexamen fera l'objet d'une décision écrite du GHBS, sous forme d'avenant, et sera notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception au titulaire du marché après signature des deux parties. Les échanges électroniques sont privilégiés, notamment via le profil acheteur du GHBS.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Dérogations

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 13 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Fait à Lorient,

La Responsable achats et marchés publics,

S. GRUEL